

Société pédagogique genevoise

Rapport d'activité

2016/2017

1. Billet du président

2. Commissions

- Commission paritaire du statut du personnel enseignant – B 5 10.04
- Commission de l'enseignement de l'allemand et de l'anglais (CEAA)
- Commission de l'enseignement des mathématiques et des sciences de la nature (CEMSN)
- Conseil du service école-médias (SEM)
- Commission paritaire de la formation (COFOEP)
- Commission pédagogique et bilatérale avec la DGEO
- Commission des moyens d'enseignement, des fournitures scolaires et des équipements (COMEFE)
- Commission Jury École & Culture EP
- Commission enfants migrants – ELCO
- Bureau des partenaires
- Commission consultative de l'école inclusive
- Commission équipes pluridisciplinaires

3. Groupes de travail et séances diverses

- Groupe de coordination DIP – université (IUFE)
- Assemblée de l'Institut universitaire de Formation des Enseignants (IUFE)
- Comités scientifiques des formations complémentaires
- Commission stage et emploi (IUFE)
- Séances avec la conseillère d'État chargée du DIP
- Séances avec la direction générale de l'OMP (DGOMP)
- Séances avec l'Association genevoise des directeurs de l'enseignement primaire (AGDEP)
- Rencontre avec la Fédération des associations de parents de l'école obligatoire (FAPEO)

4. Affiliations, partenariats

- Comité du Syndicat des enseignants romand (SER/CoSER)
- Commission de l'enseignement spécialisé du SER (CES)
- *Educateur* et rédaction cantonale
- Fédération des enseignants et enseignantes genevois (FEG)
- Cartel Intersyndical du personnel et de l'État et du secteur subventionné
- Caisse de prévoyance de l'État de Genève (CPEG)
- Fonds d'entraide de l'enseignement primaire (FEPP)

5. Séances internes

- Comité de la SPG
- Assemblée des délégué-e-s de la SPG (AD)
- Forum annuel SPG
- Assemblées du personnel de l'OMP
- Commission interne de l'enseignement et de l'éducation spécialisés
- Commission interne de l'école inclusive
- Commission interne des MDAS AV
- Commission interne des MDAS MR
- Commission interne des MDAS EP
- Commission interne des ECSP
- Site internet
- Membres SPG

6. Liste des délégué-e-s

7. Rapports des comptes

- Charges d'exploitation au 31 mars 2017
- Produits d'exploitation au 31 mars 2017
- Bilan au 31 mars 2017
- Fonds de lutte au 31 mars 2017
- Soutien juridique au 31 mars 2017
- Rapports des vérificateurs des comptes

8. Abréviations et sigles

Le comité



Laurent Vité



Francesca Marchesini



Yann Volpé



Germain Thomas
Rodriguez



Vera Figurek



Sylvie Michel



Carlo Donati



Frédéric Hiltbrand



Corneel Mertens



Marc Thévenoz



Sébastien Toninato



Loïc Vagneux



Patricia Fadouache



Marie-Carmen Gastesi

Président	Laurent VITÉ
Vice-président-e-s	Francesca MARCHESINI, Yann VOLPÉ
Trésorier	Germain Thomas RODRIGUEZ
Membres	Patricia FADOUACHE – Vera FIGUREK – Francesca MARCHESINI Sylvie MICHEL – Carlo DONATI – Frédéric HILTBRAND Corneel MERTENS – Germain Thomas RODRIGUEZ Marc THÉVENOZ – Sébastien TONINATO – Loïc VAGNEUX Yann VOLPÉ
Secrétaire	Marie-Carmen GASTESI
SPG	14, bd Georges-Favon – 1204 Genève
Correspondance:	case postale 5434 – 1211 Genève 11 – Tél. 022 329 26 60
E-mail:	spg@infomaniak.ch – secretariat@spg-syndicat.ch
Site SPG:	www.spg-syndicat.ch

La SPG, 150 ans d'existence au service de l'école et des collègues



Laurent Vité,
président de la SPG

En cette année jubilaire, le comité a choisi deux axes forts qui seront présents sur des affiches à venir dans les écoles pour renouveler sa visibilité dans les salles des maîtres: la SPG, 150 ans de solidarité et d'actions syndicales et professionnelles! Ils résument parfaitement l'activité de la SPG de cette année scolaire. La solidarité, parce qu'une des tâches importantes de la SPG est d'offrir aux collègues des réponses à leurs questions, une écoute attentive sans jugement et sans enjeux institutionnels. C'est un appui et une disponibilité bien appréciée. La solidarité s'exerce également avec les autres syndicats; nous avons pu mener des luttes syndicales importantes avec le Cartel et au sein du SER, notamment sur des votes nationaux (RIE III et AVS Plus), mais également sur des dossiers genevois lourds et urgents tels que la nouvelle grille salariale (SCORE) ou la caisse de prévoyance (CPEG). Nous avons enfin resserré nos liens avec la FAMCO qui partage désormais nos bureaux. Cette solidarité a mené à l'action, inévitablement. La SPG s'est montrée très active sur bien des fronts cette année: tenue de stands (contre la RIE III notamment), distribution de tracts, participation à des manifestations et dans les activités du Cartel et du SER (groupes, séances, commissions et journées syndicales). Concernant les actions pour la profession, nous continuons nos relations intenses avec les directions générales pour améliorer les conditions de travail, veiller à ce que la communication soit mieux faite, plus anticipée et faire remonter les soucis et revendications des collègues pour qu'ils puissent se faire entendre sur tous les sujets qui les entravent dans l'exercice de la profession ou qui leur tiennent à cœur.

Je le redis chaque année, preuve que c'est important, cette activité intense de notre association ne serait pas possible sans l'engagement de tous: de ceux qui paient régulièrement leur cotisation jusqu'à celles et ceux qui s'engagent au comité sans compter leurs heures. Je tiens à remercier chacun: les membres cotisant sans qui rien ne serait possible, les collègues présents à l'assemblée des délégué-e-s, dans les groupes de travail, dans les représentations au Cartel, à la CPEG, au SER et plus ponctuellement dans l'une ou l'autre des commissions au département ou interne au syndicat qui nous occupent tout au long de l'année. Merci au comité pour son engagement critique sans faille qui rend notre association chaque semaine un peu plus démocratique. Un merci particulier à notre trésorier qui a repris en main la comptabilité et contribue au changement de logiciel comptable devenu nécessaire. Enfin, une reconnaissance particulière à Maria-Carmen, notre secrétaire comptable, de plus en plus à l'aise dans le poste et qui prend sa place, donnant le temps au président de gérer les problèmes de son champ de compétence.

La SPG ne tournerait pas sans chacune de ses personnes; et grâce à chacun, cela peut durer 150 ans de plus, au moins!

(Ivé)

2. Commissions

Commission paritaire du statut du personnel enseignant (B 5 10 04)

La commission a permis de faire passer deux cahiers des charges qui concernent directement le primaire, à savoir les cahiers des charges des maîtres adjoints et des coordinateurs pédagogiques. Alors que la question se posait de l'octroi de décharge horaire pour l'enseignement secondaire pour l'accueil d'élèves à besoin spécifique, la SPG a pu rappeler qu'il n'y avait aucun moyen supplémentaire au primaire pour un tel accueil. Le message a été entendu au plus haut niveau, sans effet concret pour l'instant. Nous avons également pu travailler sur l'accord sur l'emploi, un texte très important pour les garanties de taux de travail d'une année à l'autre.

(lvé)

Commission enseignement de l'enseignement de l'allemand et de l'anglais (CEAA)

Pas de séance cette année

Commission de l'enseignement des mathématiques et des sciences de la nature (CEMSN)

Après deux ans de réorganisation suite à l'adjonction des Sciences de la Nature à cette commission, plusieurs groupes de travail ont été constitués avec des mandats bien spécifiques. Ces mandats concernent par exemple la semaine des maths (prévue pour octobre 2017), la démarche scientifique ou encore le choix de l'orientation des filles, celles-ci étant largement sous-représentées dans le domaine des sciences. Celui qui concerne plus particulièrement l'enseignement primaire a pour but de créer des liens forts entre l'EP et le CO. Un groupe de travail, 2 coordinateurs pédagogiques et 4 enseignants (EP et CO) ont conçu deux séquences didactiques pour le cycle moyen qui seront prêtes pour l'automne prochain.



Carine Guex

pour le cycle moyen qui seront
(cgx)

Conseil du service écoles-médias (SEM)

Depuis la rentrée 2016, le Conseil du service écoles-médias (SEM) ne s'est réuni qu'une seule fois au début de l'année pour prendre connaissance du document «Plan directeur École numérique» version du 3 d'octobre 2016, lequel établit un état des lieux, fixe des priorités et esquisse les perspectives du numérique à l'école. Ce document, ainsi que d'autres informations relatives aux MITIC et à leur intégration à l'école sont disponibles en ligne sur le site: <http://edu.ge.ch/ecolenumerique/>.

(fhd)



Frédéric Hiltbrand

Commission paritaire de la formation (COFOEP)

La Commission paritaire de la formation statue sur toutes les questions relatives à la formation continue, en lien avec les instances de coordination responsables de la formation initiale. Elle a siégé trois fois dans l'année, et sera désormais présidée par Mme Dominique Bruxelles, directrice RH pour l'enseignement obligatoire. Un bilan provisoire de la formation hors temps sco-

2. Commissions

laire a été établi, qui montre (1) une fréquentation en légère baisse, (2) des participants plus critiques dès lors qu'ils hésitent davantage à s'inscrire. La SPG a demandé une étude statistique permettant de mieux comprendre les besoins ressentis et exprimés par les enseignants. Une piste à explorer serait celle de modules hybrides de formation, pouvant se dérouler en partie à distance. Trois projets sont par ailleurs en cours de développement:

1. le «Plan harcèlement» qui est une formation de tous les enseignants sur trois ans;
2. une formation pour les maîtres adjoints (8 à 10 modules non certifiants, sous la conduite du DIP);
3. une formation permettant aux MDAS Arts visuels d'accéder à la polyvalence interne à leur discipline (10 modules non certifiants, pour l'essentiel basés sur des stages entre pairs).



Isabelle Maulini

(imi)

Commission pédagogique et bilatérale avec la DGEO

Ces rencontres ont lieu environ une fois par mois. Elles se déroulent en deux parties, une première qui concerne plutôt les sujets pédagogiques et la deuxième pour parler des soucis de fonctionnement de l'enseignement primaire.

Côté pédagogie, nous sommes revenus sur l'évaluation, sur les épreuves cantonales notamment, sur les conditions de travail des collègues MDAS, les moyens d'enseignement en général. Côté fonctionnement, l'affaire des téléphones aux parents des élèves absents sans raison a été mis à l'ordre du jour à plusieurs reprises. D'autres éléments tels que le taux d'encadrement, les déséquilibres constatés dans les attributions de postes pour les maîtres adjoints ont été abordés.

La SPG est écoutée sur chacun de ces points, ce qui permet de faire avancer concrètement ces dossiers, même si les progrès sont lents et ne sont pas toujours immédiatement visibles.

(lvé)

Commission des moyens d'enseignement, des fournitures scolaires et des équipements (COMEFE)

La COMEFE se sera réunie deux fois pour faire le bilan de ce qui fonctionne ou pas cette année. L'ECDIP a informé de changements pour certaines fournitures et de l'introduction de nouvelles comme les assiettes en carton, des crayons fluo. Elle se sera réunie pour préparer les tests sur les ciseaux et sur les pinceaux avec la Centrale d'Achats.

Les appels d'offres sont à refaire tous les cinq ans. À l'initiative de Mme Bigio, un groupe de travail pour l'ECDIP (économat) a été mis sur pied. Il est constitué de deux membres de la DGEO, de l'ECDIP, de trois directeurs d'école et de membres SPG pour la plupart membres de la COMEFE. C'est un endroit où l'ECDIP peut faire part de ses difficultés, mieux comprendre les besoins des enseignants et éviter des couacs comme celui de la rentrée passée où les nouveaux engagés ne pouvaient pas se rendre à l'économat avant celle-ci.

(Ape)



Adolfo Ponte

2. Commissions

Commission Jury École & Culture EP

Malgré des réductions budgétaires, École & Culture cherche l'équilibre entre les partenaires conventionnés (OSR, OCG, ASG, TMG), les institutions de la place (MAH, MAMCO, MEG...), les activités menées par les MDAS ainsi que les porteurs de projet indépendant. Réuni à deux reprises, le jury ne se prononce que sur les nouveaux projets. Il n'intervient en aucun cas sur le choix artistique des institutions conventionnées, mais il peut émettre des recommandations sur les âges cibles. Les modalités d'attribution, clairement expliquées dans les conditions, sont très souvent sujettes à controverse. Il a été proposé de porter une attention particulière au public de l'OMP en ce qui concerne les animations en école. *(ctan)*

Commission Enfants migrants – ELCO

Seize consulats ou associations LCO, dont deux nouveaux membres, siègent à la commission qui s'est réunie à deux reprises. Chaque membre établit la fréquentation minimale des élèves aux cours LCO et la pertinence de l'évaluation finale. Certains parents ne veulent pas que figure la note LCO dans le livret scolaire. La DGEO confirme que nul ne peut l'exiger. Les cours de formation continue ayant lieu désormais hors temps scolaire, les ELCO n'en profitent plus pleinement. Le thème de la «boîte à contes» lancé lors de la journée des langues a été suivi et aboutira à une exposition des travaux d'élèves à Geisendorf. *(vfk, gtrz)*



Germain Thomas Rodriguez

Bureau des partenaires

Deux séances de ce bureau ont été annulées pour cause de transition à la direction générale de l'enseignement obligatoire. Néanmoins, les quelques séances de cette année ont permis de revenir sur des dossiers en cours, à savoir les conseils d'établissements et les projets d'école. Ces deux dossiers sont en cours de traitement au secrétariat général. L'idée est de limiter les directives au maximum pour laisser plus de marge de manœuvre aux écoles dans les rencontres avec les partenaires (conseil d'établissement) et dans la mise en place de projets pour les élèves (projet d'école). La SPG continue de s'informer de l'état de la réflexion au niveau du secrétariat général pour qu'un cadre, même minimal, soit posé pour tous dans ces deux domaines. *(lvé)*

Commission consultative de l'école inclusive

Dans un premier temps transitoire, la commission consultative de l'école inclusive a démarré sous sa forme définitive (membres et statuts de la commission) le 30 janvier 2017. Les premières séances ont été avant tout informatives: les chefs de projets des quatre axes ont dressé un état des lieux de l'avancement de leurs travaux respectifs. Dans le cadre de l'axe 2, la proposition de voir des psychomotriciens rejoindre les équipes pluridisciplinaires a été entendue et mise en évidence dans le projet de déploiement. Les prochaines séances seront structurées autour de thématiques transversales, avec une partie de témoignages par des membres de la commission ou d'autres acteurs de l'école inclusive et une partie de partage de visions et d'expériences entre commissaires. *(yfd)*

2. Commissions

Commission équipes pluridisciplinaires

Les équipes pluridisciplinaires sont un des projets phare de l'axe 2 du dossier école inclusive (axe du maintien dans l'enseignement régulier). Trois établissements ont pu bénéficier de l'apport d'autres professionnels directement au sein de l'école grâce à ce dispositif. La commission s'est chargée de porter un regard critique sur cette expérience. Le but pour l'année prochaine et les années à venir est d'étendre le dispositif à d'autres écoles. Six nouveaux établissements vont pouvoir se lancer dans le projet à la rentrée 2017. La commission a également défini les conditions optimales du démarrage de ce développement de projet. (lvé)

3. Groupes de travail et séances diverses

Groupe de coordination DIP - université (IUFÉ)

Ce groupe fait régulièrement le point de situation des trois programmes de formation: enseignement primaire (FEP), enseignement secondaire (FORENSEC) et enseignement spécialisé (MESP). Nous avons pu fêter cette année le renouvellement de la reconnaissance CDIP pour notre formation initiale et la reconnaissance pour la formation du secondaire. Nous avons également échangé autour du projet de loi visant à diminuer la formation du primaire d'une année. Un groupe technique a d'ailleurs travaillé pour préparer une réponse à la motion précédant le projet de loi, ce qui nous a permis de bien étudier les conséquences d'une année de formation en moins. Globalement, nous pouvons faire le constat à partir des travaux de ce groupe que la formation en enseignement primaire se porte bien. Les étudiants sont satisfaits de leur formation, et le programme de master en enseignement primaire continue à avoir régulièrement des jeunes intéressés à compléter leur parcours universitaire. (lvé)



Yann Volpé

Assemblée de l'Institut universitaire de Formation des Enseignants (IUFÉ)

À l'heure de l'écriture de ce rapport d'activité, l'Assemblée de l'IUFÉ (Institut de Formation des Enseignants) s'est réunie à deux reprises. Le travail conduit dans cette instance concerne essentiellement l'IUFÉ et ses affaires internes. Certains sujets qui concernent plus directement la SPG ont été traités comme par exemple la motion et le projet de loi sur la durée de la formation initiale. (lvé)

Comités scientifiques des formations complémentaires

Très peu de séances ont eu lieu cette année. Le comité concernant le CAS pour les suppléants s'est arrêté en même temps que le programme de formation appelé à ne fonctionner qu'une seule fois. Celui pour le CAS ECSP tourne à satisfaction de tous, une séance a eu lieu en début de programme. Enfin, il n'y a pas eu de souci concernant le programme du DAS MDAS, qui lui aussi se poursuit normalement. Il était question de réunir l'ensemble de ces comités en un seul groupe. Pour l'instant, le projet n'a pas pris forme. (lvé)

3. Groupes de travail et séances diverses

Commission stage et emploi (IUFE)

Par un travail en amont sur des aspects plus organisationnels, le Bureau de la Commission a permis de faire avancer des dossiers importants évoqués lors des deux réunions annuelles: le remplacement des formateurs de terrain par les étudiants, inscrits au SEREP, dès la 2e année de leur cursus; la collaboration avec l'OMP pour optimiser le recrutement des formateurs de terrain (module EAT2); la procédure d'admission et la nouvelle exigence de fournir un extrait spécial du casier judiciaire; la finalisation d'une procédure de traitement en cas de difficultés rencontrées entre un étudiant et son formateur de terrain. Un rapport de la Cour des comptes ne fait état d'aucun dysfonctionnement dans l'organisation des stages. Une base de données est par ailleurs en cours de réalisation. *(ctan)*

Séances avec la conseillère d'État chargée du DIP

Depuis qu'elle est en poste, la conseillère d'État rencontre les représentants des associations professionnelles ensemble. Seule exception, en début d'année scolaire, elle a souhaité voir chaque syndicat séparément pour évoquer les mesures d'économies possibles en lien avec le contexte particulier de chaque degré d'enseignement. Nous avons pu aborder avec elle la question des vacances scolaires et le sondage du SRED que le département a diligemment, du développement de l'école inclusive, des mouvements à la direction générale pour demander plus de forces pour l'enseignement obligatoire, des problèmes de fonctionnement à l'OMP. Il est intéressant pour la SPG comme pour les autres associations de la FEG d'entendre ce que les uns et les autres ont à dire et à demander dans le cadre de ces échanges. *(lvé)*

Séances avec la direction générale de l'OMP (DGOMP)

Cette année, les rencontres avec la direction générale de l'OMP ont été plus fréquentes et ont commencé très tôt dans l'année scolaire. Il y a eu des urgences dès la rentrée scolaire, nécessitant des discussions rapides. Nous avons pu faire le bilan du respect de l'accord complémentaire sur l'emploi pour l'organisation de l'OMP, des journées bilan de fin d'année pour les structures de l'OMP (gros point litigieux avec la direction), des cahiers des charges des référents de regroupement de classes spécialisées. Ces séances nous ont permis également des échanges vifs sur des situations individuelles dont le traitement a été pour le moins négligé de la part de la direction générale. Suite à nos remarques et discussions, ces personnes ont pu être entendues dans la plupart des cas, dans le but de mieux prendre en considération les demandes et besoins du personnel lorsqu'il souhaite la mobilité d'une structure à l'autre de l'OMP. *(lvé)*

Séances avec l'Association genevoise des directeurs de l'enseignement primaire (AGDEP)

Ces séances servent surtout à échanger nos points de vue sur les dossiers en cours dans l'institution. Trois séances étaient prévues cette année. Nous avons pu partager nos sentiments sur la question du travail des directeurs contraints de consacrer une partie de leur temps de travail à l'enseignement. L'enseignement primaire propose une certaine souplesse dans l'application de la loi, pour limiter au maximum l'impact de cette nouveauté dans la vie des établissements. *(lvé)*

3. Groupes de travail et séances diverses

Rencontre avec la Fédération des associations de parents de l'enseignement obligatoire (FAPEO)

La SPG a rencontré la FAPEO en décembre 2016 pour évoquer les dossiers en cours concernant nos deux associations. La SPG entretient des rapports chaleureux et constructifs avec la FAPEO, qui fera par exemple partie du comité référendaire sur la formation initiale. Nous sommes aussi en contact avec l'association représentative des parents pour discuter des éventuels changements à apporter à l'organisation et à l'alternance des périodes d'enseignement et de vacances scolaires. (fhd)

4. Affiliations, partenariats

Comité du Syndicat des enseignants romands (SER /CoSER)

L'activité du SER a été marquée par l'arrivée d'un nouveau président. Nouveau style, même efficacité au travail. Sous sa férule, le CoSER a pu empoigner différents dossiers sans perte de temps due à la transition d'un président à l'autre. Le SER sous l'impulsion du comité a pu s'engager cette année dans deux votations clés, à savoir l'AVS et la réforme de la fiscalité des entreprises (aux fortunes diverses). C'est une première, il faudra persévérer dans cette voie. Merci aux collègues genevois qui s'engagent dans de nombreux groupes et commissions du SER: Assemblée des délégué-e-s, Assises romandes, commission de gestion, vérification des comptes, commission pédagogique de la CIIP, enseignement spécialisé, etc. La présence genevoise au sein du SER est importante et appréciée. Merci à tous. (lvé)

Commission de l'enseignement spécialisé du SER (CES)

La commission de l'enseignement spécialisée est le groupe de référence du SER pour la pédagogie spécialisée. L'un des mandats de cette commission est d'organiser la journée de l'enseignement spécialisée qui se déroule tous les trois ans. La prochaine prendra place début 2018 et aura pour thème les transitions et l'entrée dans le métier des jeunes sortant de l'enseignement spécialisé. L'organisation de cette journée a occupé toutes les réunions de cette année. Nous avons la thématique, une liste fournie d'intervenants potentiels, plusieurs dates possibles et plusieurs lieux. La suite de notre travail consistera à affiner notre projet: contacter les intervenants, effectuer des choix concernant la date et le lieu, créer une affiche, etc. (sto)



Sébastien Toninato

Educateur et rédaction cantonale

Le numéro *Hors-Série* sur les sorties scolaires démontre s'il en était besoin la vitalité de notre revue. Cette action démontre la volonté de la rédaction de ne pas rester dans ses routines, mais de trouver de nouvelles idées pour que la revue soit toujours plus au service de tous. Mer-

4. Affiliations, partenariats

ci à Nicole, notre rédactrice en chef, à Sylvie, notre graphiste, et à toute l'équipe du secrétariat à Martigny qui mettent en valeur nos textes et photos et qui permettent que le journal arrive régulièrement à temps dans nos boîtes aux lettres. *(lvé)*

Fédération des enseignants et enseignantes genevois (FEG)

La FEG a pris l'habitude de se réunir au même rythme que la commission paritaire du statut. Cela nous permet de préparer ces séances importantes et d'évoquer très régulièrement les problèmes d'actualité du département. Ainsi, nous avons pu partager nos points de vue sur les problématiques budgétaires, la formation des enseignants, (la FEG nous soutient dans un référendum contre la loi sur notre formation initiale), la caisse de prévoyance. Les liens avec le CARTEL sont importants, nous pouvons ainsi travailler ensemble sur les problématiques communes. Nous avons aussi des séances en commun avec la conseillère d'État, ce qui nous permet d'être assez au clair sur les problèmes que rencontre chaque degré d'enseignement. *(lvé)*

Cartel Intersyndical du personnel de l'État et du secteur subventionné

Le comité du Cartel Intersyndical se réunit deux fois par mois. Cette année encore, les combats qui nous occupent ont été nombreux: le budget 2017 et les coupes dans les différents services, SCORE, la CPEG, la RIEIII, les décharges syndicales, l'organisation de journées syndicales pour informer nos membres ou de manifestations, la santé au travail. Tous les deux mois, une séance a lieu avec la délégation RH du Conseil d'État pour parler de ces nombreux objets, séances qui ne sont pas à proprement parler des négociations, ce que déplore le Cartel, mais davantage des informations données au compte-goutte par le CE. Certains succès sont à noter: les décharges syndicales qui ont été renouvelées et le budget 2017 moins catastrophique qu'il n'aurait pu être. Les autres objets sont suivis de près. *(sml)*

Caisse de prévoyance de l'État de Genève (CPEG)

Le comité de la CPEG, sur les recommandations de son expert, a été contraint d'abaisser en décembre 2016 son taux technique de 0,5%, pour arriver à 2,5%. Cela a entraîné une augmentation des engagements de 1,45 milliard ainsi qu'une baisse importante du degré de couverture qui passe de 61% à 57,2%. Selon la loi sur la CPEG, ce taux doit être de 60% en 2020. Dans ces conditions, la CPEG aura beaucoup de peine à respecter son chemin de croissance sans toucher aux prestations. Une première mesure a été prise: l'âge pivot passe de 64 à 65 ans dès le 1er janvier 2018, entraînant une baisse de 5% des prestations. D'autres mesures sont à l'étude. Elles pourraient entraîner une nouvelle diminution des prestations de 10% à 12%. L'État garant et employeur devra prendre ses responsabilités en ne laissant pas, aux seuls actifs, le soin de supporter le poids du passé et la charge de remédier aux faiblesses structurelles de la Caisse. En 2016 le rendement de la fortune a été de 5,5%. Ce n'est donc pas un hasard si la caisse a reçu, parmi 300 institutions de prévoyance, le prix de la meilleure caisse de pension suisse. La CPEG est de toute évidence bien gérée, mais l'environnement économique et sa capitalisation a minima lors de la fusion entre la CIA et la CEH plombent durablement son chemin de croissance. *(fla)*



François Lligona

4. Affiliations, partenariats

Fonds d'entraide de l'enseignement primaire (FEEP)

Durant l'année civile 2016, le comité du FEEP s'est réuni sept fois. Il a traité dix demandes d'enseignants-e-s et d'animatrices du parascolaire. La somme totale des prêts se monte à environ Fr. 140'500.–, soit une légère diminution par rapport à l'an dernier. Le comité assure le suivi des dossiers et le bon fonctionnement du Fonds.

La situation financière du Fonds nous a permis de diminuer les cotisations annuelles de Fr. 10.–. Elles se montent donc dès 2016 à Fr. 20.– pour les enseignants et à Fr. 15.– pour les animateurs du parascolaire, décision prise en assemblée générale. Avec ses trois nouvelles recrues le comité a fonctionné à neuf personnes, toutes très actives et disponibles, je les en remercie vivement. Les informations concernant le FEEP, ses statuts, ainsi que ses coordonnées peuvent être consultées sur le site de la SPG. *(mft)*

5. Séances internes

Comité de la SPG

À la fin de l'année scolaire 2015-2016, certains membres du comité ont arrêté leur activité au sein de cet organe. La SPG remercie chaleureusement Catherine Dechevrens, Claire Ragno Paquier et Carine Guex, ancienne vice-présidente, pour leur engagement inconditionnel au sein du syndicat. Depuis la rentrée scolaire 2016, le comité est fort de nouveaux membres: Sylvie Michel, Carlo Donati, Frédéric Hiltbrand, Corneel Mertens, Francesca Marchesini, Vera Figurek, Patricia Fadouache, Marc Thévenoz, Loïc Vagneux. La vice-présidence, quant à elle, a été reprise par un duo: Francesca Marchesini et Yann Volpé. Sébastien Toninato et Germain Thomas Rodriguez continuent quant à eux un mandat depuis la composition précédente déjà. Le comité se réunit chaque lundi soir pour des séances de deux heures et représente l'organe exécutif de la SPG. Il traite de tous les objets courants de la SPG. *(yvé)*

Assemblée des délégué-e-s de la SPG (AD)

2016 voit le gouvernement rompre les négociations et envisager des coupes budgétaires inacceptables. L'Assemblée du Personnel vote alors en avril une résolution concédant des économies. Les coupes sont écartées, mais c'est un demi-succès: la formation continue hors temps scolaire est retenue, ce qui suscite de la contestation. Lors de l'AD du 12 avril, le Comité rappelle que la résolution a été votée dans les règles. Il en ressortira une volonté d'éviter la division pour rester crédible. D'autres actions sont menées à bien: l'opposition aux projets de loi RIE III et



Bureau de l'AD

5. Séances internes

DIAMS censé remplacer une structure qui a fait ses preuves. Restent des dossiers brûlants, tels que les projets de loi SCORE, système d'évaluation jugé opaque, et celui visant à diminuer la formation initiale, contre lequel le Comité prévoit de lancer un référendum en cas d'acceptation. Le bureau de l'AD, complètement renouvelé, a pu prendre en main les séances de l'AD avec l'appui du comité. *(mhaz)*

Forum annuel SPG

Le Forum annuel de la SPG n'a pas encore eu lieu au moment d'écrire ce rapport d'activité. Il est actuellement en réflexion et en préparation. Les membres de l'AD SPG ont accepté en fin d'année dernière de modifier la conception générale du Forum. Ainsi, il se fera sur la même journée que l'AGO dans le but d'encourager les membres SPG à être présents lors de ces deux événements importants dans la vie du syndicat et de l'association professionnelle. La thématique retenue pour cette année est l'école numérique. *(yvé)*

Assemblées du personnel de l'OMP

La commission du personnel (CP) de l'OMP convoque régulièrement des Assemblées du personnel et invite les syndicats (SIT, SPG, SSP) pour des points spécifiques, davantage de leur ressort. Ainsi, le 20 octobre 2016, les dossiers SCORE, RIE III, le projet de budget 2017 ont pu être présentés aux collaboratrices et collaborateurs de l'OMP. L'Assemblée a aussi apporté son soutien à la résolution de l'AD de la SPG «Pas de nouveau DIAMS à tout prix!». En 2017, avec le mandat spécifique octroyé à M. Frédéric Wittwer au sein de la direction de l'OMP, le personnel s'est très fortement mobilisé pour défendre l'existence de l'enseignement spécialisé, menacé s'il était amputé de son versant médical. Cette forte réaction du terrain a été rendue visible par une lettre ouverte adressée à la conseillère d'État, signée par la grande majorité du personnel. La CP a aussi organisé la rencontre qui a suivi avec la cheffe du DIP, en constituant une délégation où les différents corps de métiers de l'OMP étaient représentés. *(abd)*



Olivier Baud

Commission interne de l'enseignement et de l'éducation spécialisés

Cette commission reste essentielle pour que le comité puisse avoir des échos précis du terrain. Nous avons pu discuter des soucis rencontrés par les collègues dans l'institution: orientation des élèves, problèmes avec la hiérarchie, paperasserie envahissante, école inclusive et rôle de l'OMP dans le projet. Malheureusement, il y a peu de monde présent à ces séances. La formule serait peut-être à revoir. *(lvé)*

Commission interne de l'école inclusive

Pas de séance cette année

Commission interne des MDAS AV

La commission interne MDAS AV s'est réunie 2 fois cette année. Grâce à l'envoi d'une lettre à

5. Séances internes

la conseillère d'État signée par tous les MDAS AV et appuyée par un courrier du président, la SPG a obtenu que soit créé un groupe de travail dont l'objectif est de réfléchir sur l'utilisation pédagogique de matériel informatique en AV. Ce groupe attend encore la 1^{re} réunion. La SPG a également interpellé la DGEO à propos des non-remplacements des MDAS durant les formations continues d'école. La réponse de la DGEO: qu'il appartient au directeur de déterminer au cas par cas si un remplacement est requis ne satisfait pas la commission. La SPG, informée de situations d'enseignement des AV en classe entière avec des degrés ou des classes mélangés, continue à dénoncer à la DGEO cette pratique inacceptable. *(dklc)*

Commission interne des MDAS MR

Les déléguées ont rassemblé leurs collègues pour parler des problématiques de la profession: le co-enseignement, les classes mixées, les locaux, le redéploiement et les surveillances de récréation. Parmi celles-ci, le co-enseignement et les classes mixées restent un réel problème sur le terrain et un handicap à l'enseignement de la branche. Une demande de sondage a été faite sur ce sujet, ce qui permettra de faire une demande de prise de position écrite de la direction afin qu'une égalité de traitement s'applique dans toutes les écoles. D'autre part, l'enveloppe économat attribuée aux MDAS est une ressource utile qu'ils souhaiteraient conserver. Les déléguées seront aussi sollicitées à participer à une réflexion sur le matériel informatique et les besoins spécifiques des MDAS EMR. *(aat et sbn)*

Commission interne des MDAS EP

Pas de séance cette année

Commission interne des ECSP

Cette commission a été convoquée une fois pour un échange sur l'actualité dans les écoles. L'essentiel de la séance a été consacré à des situations personnelles des personnes présentes. Cela a permis d'évoquer des solutions variées appliquées dans les différents établissements représentés par les participants, un véritable échange d'idées. Cela dit, nous avons fait le constat qu'une commission interne de la SPG ne doit pas servir à résoudre des problèmes individuels, mais plutôt de considérer les problématiques dans leur ensemble. Il n'y a donc pas eu d'autres séances, nous gardons cette commission en réserve pour le cas où nous aurions besoin de la réactiver sur les problématiques de l'appui scolaire dans les années à venir. *(lvé)*

Site internet

Notre site arrive au bout de ses possibilités avec le système d'exploitation qui est le nôtre. Plutôt que de bricoler avec une nouvelle version du système, nous avons décidé de repenser complètement le site à l'occasion du 150^e de la SPG. Nous envisageons d'y intégrer la possibilité d'interagir avec les membres sous la forme d'un forum, pour plus de convivialité et de lisibilité de notre activité. Espérons qu'il sera à découvrir bientôt. *(lvé)*

Membres SPG

Au 11 avril 2017, la SPG comptait 1349 membres.

6. Liste des délégué-e-s

AD SPG – bureau: Althaus-Mayorga Marie-Hélène, Baazoui Sabrina, Guex Gabrielle, Rios Tamara, Tozzini Denise

AD SPG – délégué-e-s: Althaus-Mayorga Marie-Hélène, Andres Marie-José, Arfan Maria, Baazoui Sabrina, Banchereau Christelle, Barblan Laurence, Becerra Francisco, Bereketeab Mesmere, Bogensberger Christophe, Breda Katja, Budliger Nicole, Capponi Cécile, Carrard Ivan, Cattani Stéphanie, Chablaix Pfister Katia, Chappot Carine, Chevrot Véronique, Combe Christine, Cominoli Chantal, Corazza Varidel Anne, De Chastonay Marjorie, Degoumois Gonzalez Hernandez Sandrine, Del Notaro Luca, Del Vecchio Naomi, Delez Emery Valérie, De-ne-Rodriguez Sara, Doessegger Sabine, Ducry Dominique, Duding Vincent, Duhoux Sabrina, Dupraz Sara, Eckert Valérie, Fiorina Julien, Follonier Valérie, Freidig Coralie, Genoud Laurent, Giacomini Sabrina, Gindrat François, Grangier Monique, Guex Gabrielle, Guida Cesarina, Hayoz Rachel, Herz Emmanuel, Hirt Galliane, Ingrosso Anne-Lise, Isaac Juliane, Isabella Valenzi Concetta, Jaccard Catherine, Jeandet Pierre, Jolivet Lise, Jolti Magali, Joset Lucie, Karasyova Katerina, Kunzli Leclerc Dominique, Lagot Marta, Lambert Sébastien, Leclerc Thierry, Liaudet Séverine, Ligabue Flavio, Llaca Roy, Luisier Damien, Magnin Marpessa, Mariethoz Pascale, Martin Aurélie, Maulini Isabelle, Mattmann Dominique, Mazzon Céline, Michel Malika, Millot Barbara Morisod Chloé, Nikles Patricia, Noel Valérie, Nogueira David, Noirjean Valérie, Novoa Auréa, Origa Magali, Ortelli Florence, Ostermann Raphael, Palkovic Julia, Paradiso Spycher Anna, Passaplan Lucie, Pegna Carol, Pellaton Catherine, Ponte Adolfo, Porcelli Julien, Pot Marina, Primatesta Gaud Valérie, Revuelta Céline, Riondel Nicole, Rios Tamara, Rother Lucie, Salomon Agnès, Schnorhk-Malfait Pascale, Sjollema Emilie, Slama Sonia, Sottas Marianne, Strazza Limousin Valérie, Strobino Martine, Thevenoz Claire, Tiercy Sylvia, Tinivella Aeschimann Catherine, Tozzini Denise, Uldri-Loosli Jennifer, Valentin Christine, Vallet Manuelle, Villalba Jessica, Voeffray Nathalie, Wicki Audrey.

Suppléant-e-s: Babey Aurélie, Barazzone Charlotte, Berney Sarah, Bonaiti Simone, Brun Collette, Burkhard Prunier Annick, Daniel Hayoz Catherine, Doumbouya Chantal, Evequoz Tiffany, Freymond Mathilde, Haehni Anne-Catherine, Hoffmann Didier, Muino Tania, Prandina Laetitia, Roberts Carine, Salemi Giovanna, Teixeira David, Wittgenstein Dominique.

Cartel – bureau: Laurent Vité

Cartel – comité: Frédéric Hiltbrand, Sylvie Michel, Laurent Vité,

Cartel - Conseil d'État: Frédéric Hiltbrand, Sylvie Michel, Laurent Vité

CPEG – délégué-e-s: Olivier Baud, Dominique Blanc, Katja Breda, Valérie Délez Emery, Laurent Fivaz, Philippe Gobet, Carine Guex, Marc Houvet, Jean-Michel Moery, Suzanne Schoeb, Anne Sprungli, Laurent Vité

Commission Jury École & Culture: Catherine Tinivella Aeschimann

Commission de l'enseignement de l'allemand (CEA): Carine Guex

Commission de l'enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO): Germain Thomas Rodriguez, Vera Figurek

Commission de l'enseignement des mathématiques et des sciences de la nature (CEMSN): Carine Guex

Commission des moyens d'enseignement, fournitures scolaires et équipements (COMEFE): Adolfo Ponte, Marina Pot, Marianne Sottas, Florence Ortelli, Frédéric Hiltbrand, Francesca Marchesini

Commission du personnel de l'OMP (CP): Olivier Baud

6. Liste des délégué-e-s

Commission interne de l'enseignement et de l'éducation spécialisés: Sarah Achahour-Taeschler, Denise Aebersold, Olivier Baud, Jacqueline Barbon, Marie-Laure Danalet, Anne-Lillia Fernandez, Fabienne Faurax, Alexandre Schwartz, Laurent Vité

Commission interne des MDAS AV: Marie-Laure Miazza Jordi, Marianne Sottas, Sophie Pergoud, Florence Ortelli, Naomi Del Vecchio, Annemarie Weber, Véronique Chevrot, Marc Thévenoz, Thierry Leclerc, Manouche Vallet, Dominique Kunzli Leclerc

Commission interne des MDAS EP:

Commission interne sur l'horaire scolaire:

Commission interne ECSP: François Lligona, Germain Thomas Rodriguez, Laurent Vité, Vera Figurek, Patricia Fadouache

Commission paritaire de la formation: Loïc Vagneux, Patricia Fadouache, Sylvie Michel, Carlo Donati, Isabelle Maulini, Laurent Vité

Commission paritaire du statut du PE – B 5 10.04: Olivier Baud, Laurent Vité

Commission pédagogique: le comité

Conseil du service écoles-médias (SEM): Frédéric Hiltbrand

Educateur – rédaction cantonale: Laurent Vité

Fédération des enseignantes et enseignant-e-s genevois (FEG): Frédéric Hiltbrand, Laurent Vité

Commission bilatérale SPG/DGEO: le comité

Fonds d'entraide de l'EP (FEEP) – comité: Brigitte Koller-Hayoz, Nicole Schlaeppli, Nicole Dupraz, Martine Francart (présidente), Isabelle Maulini, Véronique Guillet-Lebet, Carine Guex, Pierre Flamand, Pascal Hayoz

Assemblée de l'IUFE: Yann Volpé

Groupe de coordination DIP IUFE: Laurent Vité

Groupe des enseignant-e-s de musique et de rythmique (GEMR): Aurore Acclément, Stéphanie Biederman

Délégation pour les séances avec la direction de l'Office médico-pédagogique (OMP): Olivier Baud, Alexandre Schwartz, Anne-Lillia Fernandez, Laurent Vité

Délégation pour les séances avec la FAPEO: le comité

Délégation pour les séances avec la/le conseillère/er d'État en charge du DIP: le comité

SER/AD: Carine Guex, Isabelle Maulini, Germain Thomas Rodriguez, Marina Pot Catherine Tinivella Aeschmann, Yann Volpé, Valérie Primatestat Gaud, Rachel Bourquin Guidi, Carlo Donati, Sébastien Toninato, Vera Figurek, Frédéric Hiltbrand, Francesca Marchesini, Corneel Mertens, Sylvie Michel, Marc Thévenoz, Loïc Vagneux, Patricia Fadouache, Suzanne Schoeb

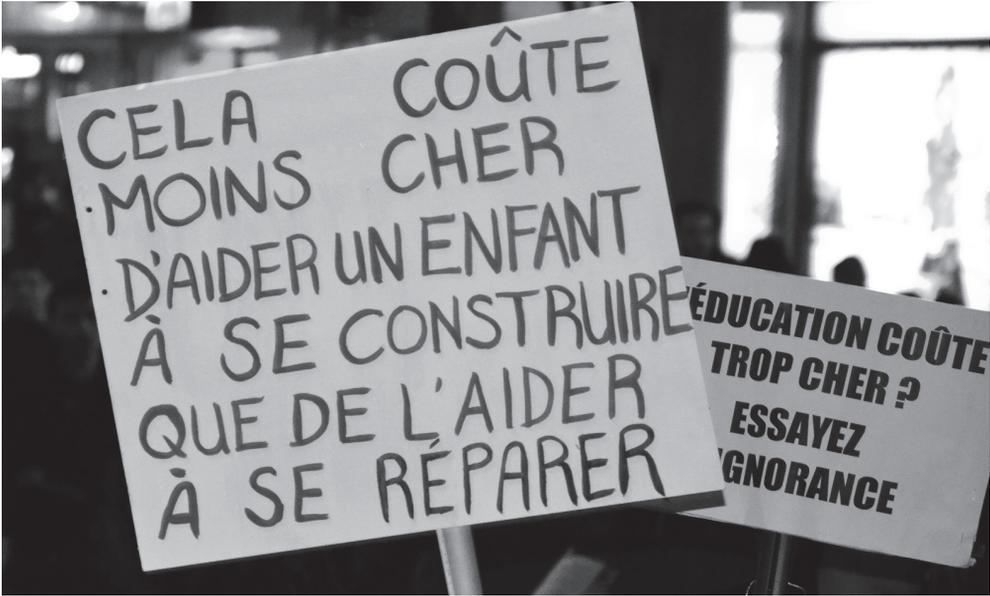
SER – comité (CoSER): Laurent Vité; suppléant: Yann Volpé

SER – Commission pédagogique (CP): Suzanne Schoeb, Francesca Marchesini

SER – Commission de l'enseignement spécialisé (CES): Sébastien Toninato

Site internet: Frank Vales, Laurent Vité

Nous prions par avance nos membres de bien vouloir nous excuser pour les erreurs ou omissions qui, malgré nos vérifications, subsisteraient dans cette liste. Merci. Le comité.



7. Rapports de comptes

Charges d'exploitation au 31 mars 2017

	Charges d'exploitation au 31 mars 2017	Budget 2016/2017	2016/2017	Budget 2017/2018
300000	Cotisations SER + autres	178'000.00	159'822.00	170'000.00
310000	Perte Débiteurs		3'362.00	4000.00
401000	OCAS (ex AVS et allocations familiales)	5'000.00	4'896.05	5'000.00
402000	LPP (CPEG)	6'800.00	8'436.70	8'000.00
403000	LAA Assurance accidents	900.00	856.35	900.00
404000	APG Assurance maladie perte de gains	1'000.00	793.00	1'000.00
410000	Salaires du président	160'000.00	159'514.10	160'000.00
411000	Salaires secrétariat	50'000.00	36'382.85	60'500.00
412000	Défraitements de fonctionnement (Comité)	13'000.00	9'000.00	21'700.00
420000	Loyer bureaux et parking	32'500.00	31'221.05	23'640.00
430000	Frais bancaires et postaux	1'300.00	907.00	1'000.00
440000	Entretien, réparations matériel et mobilier	6'000.00	8'323.10	7'000.00
450000	Amortissements	5'000.00	5'000.00	5'000.00
460000	Electricité, téléphone	4'500.00	4'366.00	4'500.00
470001	Frais postaux, affranchissement, etc.	3'500.00	2'997.75	3'100.00
470002	Secrétariat - impressions	6'000.00	6'607.35	7'000.00
470003	Abonnements journaux	750.00	522.00	550.00
480001	Relations	4'000.00	3'698.15	4'000.00
480002	FEG	1'600.00	1'600.00	1'600.00
480005	Soutien juridique	33'000.00	17'631.65	21'000.00
480006	Fonds de lutte	5'000.00	3'631.05	5'000.00
490001	Réunions, réceptions Genève	2'500.00	2'067.00	2'500.00
490002	AD et AGE	2'500.00	2'467.50	2'500.00
490003	AGO	8'000.00	7'407.10	8'000.00
490004	Frais de déplacements	5'000.00	5'467.10	6'000.00
	<u>Total des charges d'exploitation</u>	535'850.00	486'976.85	533'490.00

Genève, le 11 avril 2017/GTR

Germain Thomas Rodriguez

7. Rapports de comptes

Produits d'exploitation au 31 mars 2017

	Produits d'exploitation au 31 mars 2017	Budget 2016/2017	2016/2017	Budget 2017/2018
500002	Cotisations reçues 2016/2017	506'000.00	522'667.15	510'000.00
600000	Amendes AGO	2'500.00	4'640.00	3'500.00
610000	Dons	0.00	1'770.00	0.00
620001	Jetons de présence	0.00	0.00	0.00
620002	Ristournes et intérêts	200.00	251.10	200.00
	Total des produits d'exploitation	508'700.00	529'328.25	513'700.00
	./. Total des charges d'exploitation	535'850.00	486'976.85	533'490.00
	<u>Résultat de l'exercice</u>	PERTE	BENEFICE	PERTE

Genève, le 11 avril 2017/GTR

Germain Thomas Rodriguez

7. Rapports de comptes

Bilan au 31 mars 2017

ACTIFS		PASSIFS		
101000	Postfinance	35'297.32	200000	35'590.15
101001	Postfinance é-Epargne	50'152.55	201000	272'780.72
102003	Banque Coop (Cler)	58'157.55		
102004	Banque Migros	122'018.95		
103000	Membres débiteurs	33'024.50		
110001	2 parts sociales BCGE	500.00		
111000	Matériel, mobilier	9'220.00		
		308'370.87		308'370.87
			Transitoires	
			Capital	230'429.32
			+ Bénéfice de l'ex.	42'351.40

Genève, le 11 avril 2017/GTR

Germain Thomas Rodriguez

7. Rapports de comptes

Fonds de lutte au 31 mars 2017

01.04.2016	Banque Coop	CHF	48'616.00
31.03.2017	Solde	CHF	58'157.55

Charges d'exploitation

Participation RIE III à CGAS	CHF	1'000.00
13 Remboursements heures de grève	CHF	2'631.05

CHF 3'631.05

Produit d'exploitation

1349 membres x CHF 3.00	CHF	4'047.00
-------------------------	-----	----------

Genève, le 11 avril 2017/GTR

Germain Thomas Rodriguez



7. Rapports de comptes

Soutien juridique au 31 mars 2017

01.04.2016	Banque Migros	CHF	142'157.75
31.03.2017	Solde	CHF	122'018.95

Charges d'exploitation

Protekta 2016/2017	CHF	31'680.60	
Participation aux excédents	- CHF	14'048.95	<u>CHF</u>
			<u>17'631.65</u>

Genève, le 11 avril 2017/GTR

Germain Thomas Rodriguez

7. Rapports de comptes



Rapport des vérificateurs des comptes de la Société pédagogique genevoise

Exercice 2016/2017

Conformément au mandat reçu lors de l'assemblée générale ordinaire du 7 juin 2016, nous soussignés, Catherine Daniel-Hayoz et Alex Erni avons effectué le mardi 11 avril 2017 la vérification des comptes de la Société pédagogique genevoise.

Après avoir examiné le compte d'exploitation 2016-2017 et par pointage des pièces qui s'y rapportent, ainsi que le bilan au 31 mars 2017, nous pouvons certifier que ceux-ci sont tenus avec rigueur et précision.

Ainsi, nous attestons que les comptes de la Société pédagogique genevoise sont exacts.

Nous remercions Marie-Carmen Gastesi (secrétaire-comptable) et Germain Thomas Rodriguez (trésorier) pour le travail effectué tout au long de l'année et nous demandons donc à l'Assemblée, ici présente, de donner décharge au comité.

Les vérificateurs :

Catherine DANIEL-HAYOZ

Alex Erni

Fait à Genève, le 11 avril 2017

8. Abréviations et sigles

ACT	Activités créatrices sur textiles	EEDP	Entretien d'évaluation et de développement du personnel
AD	Assemblée des délégués	ELCO	Enseignant en langue et culture d'origine
ADEFEP	Association des étudiants en formation enseignement primaire	EMR	Enseignant-e-s de musique et de rythmique
AG	Assemblée générale	EPP	Enseignant en période probatoire
AGDEP	Association genevoise des directeurs de l'enseignement primaire	FAPEO	Fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement obligatoire
AGMEP	Association genevoise des maîtres d'éducation physique	FEEDP	Fonds d'entraide de l'enseignement primaire
ASG	Théâtre Am Stram Gram	FEG	Fédération des enseignant-e-s genevois
AV	Arts visuels	FEP	Formation en enseignement primaire
BSEP	Baccalauréat en sciences de l'éducation – orientation enseignement primaire	FPSE	Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
CAS	Certificat d'études avancées	EMR	Enseignant-e-s de musique et de rythmique
CCEP	Certificat complémentaire en enseignement primaire	IUFE	Institut universitaire de formation des enseignant-e-s
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique	LIP	Loi sur l'instruction publique
CEA	Commission de l'enseignement de l'allemand	MA	Maître adjoint
CEMSEN	Commission de l'enseignement des mathématiques et des sciences de la nature	MAH	Musée d'art et d'histoire
CES-SER	Commission de l'enseignement spécialisé du SER	MAMCO	Musée d'art moderne et contemporain
CIIP	Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin	MEG	Musée d'ethnographie de Genève
CMP	Centre médico-pédagogique	MER	Moyen d'enseignement romand
CO	Cycle d'orientation	MESP	Maîtrise en pédagogie spécialisée – orientation enseignement spécialisé
COFOEP	Commission paritaire de la formation de l'enseignement primaire	MDAS	Maître-esse de disciplines artistiques et sportives
COMEFE	Commission des moyens d'enseignement, des fournitures et des équipements	OCG	Orchestre de chambre de Genève
CoSER	Comité du SER	OMP	Office médico-pédagogique
CPEG	Caisse de prévoyance de l'État de Genève	OPE	Office du personnel de l'État
CRDP	Centre de ressources et de documentation pédagogiques	OSR	Orchestre de la Suisse romande
DGEO	Direction générale de l'enseignement obligatoire	PER	Plan d'études romand
DGOMP	Direction générale de l'office médico-pédagogique	REP	Réseau d'enseignement prioritaire
DIP	Département de l'instruction publique	SCORE	Système compétences-rémunération-évaluation
ECDIP	Économat du département de l'instruction publique	SEM	Service écoles-médias
ECSP	Enseignant chargé du soutien pédagogique	SER	Syndicat des enseignant-e-s romands
		SFSS	Secrétariat à la formation scolaire spéciale
		SIEF	Système d'information pour l'éducation et la formation
		SLE	Service des loisirs éducatifs
		SRED	Service de la recherche en éducation
		SSJ	Service de santé de la jeunesse
		TMG	Théâtre des marionnettes de Genève